Communiqué - 28 septembre : pour le droit à l'avortement pour toutes et partout !

jeudi 24 septembre 2026, par Bariaud

la cgt FERC

Communiqué de presse

28 septembre : pour le droit à l'avortement pour toutes et partout !

Cette année, la journée internationale pour le droit à l'avortement coïncide avec la visite en France du pape Léon XIV. L'occasion de rappeler que sa position reste celle, traditionnelle, réactionnaire, de l'église catholique. Le 8 juin dernier, à Madrid, devant les parlementaires espagnol·es, il a réaffirmé que « *toute vie humaine doit être reconnue et protégée depuis sa conception jusqu'à son terme naturel* ». Il refuse aussi toute contraception, hormis les contraceptions dites naturelles. Ces paroles sont inquiétantes aussi quand on sait le poids que tente de prendre le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique dans l'organisation des enseignements et l'application des programmes de l'Éducation nationale, et de l'EVAR-S en particulier. La FERC CGT rappelle que les programmes d'EVAR-S s'appliquent depuis la rentrée 2025 dans l'enseignement public et privé sous contrat avec l'État. Il n'y a pas de négociation possible, quand il s'agit de la santé, de la sécurité et de l'avenir des élèves.

Cette actualité s'ajoute aux coupes budgétaires impactant encore une fois les associations accompagnant les femmes dans leur parcours IVG et les centres dédiés. Les décisions politiques, prises par un gouvernement qui prétend faire de l'égalité une grande cause, creusent les inégalités et mettent particulièrement à mal la santé des femmes en France, et dans le monde. Les groupes de pression anti-choix français et internationaux attaquent le droit à l'avortement, notamment sur internet en diffusant de fausses informations et en culpabilisant les femmes. La montée des discours masculinistes qui, dès l'élection de Trump, avaient affirmé « votre corps, nos choix », dévoyant le slogan féministe, sont tout autant inquiétantes. La présence de Marion Maréchal (de retour au Rassemblement National), le 15 septembre, à l'inauguration de l'exposition anti-IVG *Just Eumon* menée par l'association italienne « Pro Vita & Famiglia », rappelle les dangers de l'extrême droite pour les droits des femmes y compris en France.

La Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture de la Confédération Générale du Travail est féministe : elle lutte contre toutes formes de freins à l'exercice des droits des femmes et revendique l'accès réel à l'IVG. L'allongement du délai à 14 semaines de grossesse, l'inscription de la liberté garantie dans la Constitution ne suffisent pas si, dans les faits, les femmes se retrouvent démunies et seules. Il est urgent de rouvrir et d'ouvrir les centres IVG et maternités de proximité pour faciliter l'accès des femmes à leurs droits, et aussi de soutenir les associations qui militent pour ces droits, comme le Planning Familial.

La Coalition féministe et enfantiste à laquelle participe la CGT revendique un budget spécifique de 3 milliards d'euros pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles envers les femmes et les enfants. Cela comprend l'augmentation du budget des associations et l'ouverture de centres d'accueil telles les Maisons des femmes. C'est de cela dont les femmes ont besoin : des lieux d'accueil et d'écoute de proximité et d'une prise en charge rapide par des professionnel·les.

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture // 01-55-82-76-12 // ferc@cgt.fr

Cette année, la journée internationale pour le droit à l'avortement coïncide avec la visite en France du pape Léon XIV. L'occasion de rappeler que sa position reste celle, traditionnelle, réactionnaire, de l'église catholique. Le 8 juin dernier, à Madrid, devant les parlementaires espagnol·es, il a réaffirmé que « toute vie humaine doit être reconnue et protégée depuis sa conception jusqu'à son terme naturel ». Il refuse aussi toute contraception, hormis les contraceptions dites naturelles. Ces paroles sont inquiétantes aussi quand on sait le poids que tente de prendre le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique dans l'organisation des enseignements et l'application des programmes de l'Éducation nationale, et de l'EVAR-S en particulier. La FERC CGT rappelle que les programmes d'EVAR-S s'appliquent depuis la rentrée 2025 dans l'enseignement public et privé sous contrat avec l'État. Il n'y a pas de négociation possible, quand il s'agit de la santé, de la sécurité et de l'avenir des élèves.

Cette actualité s'ajoute aux coupes budgétaires impactant encore une fois les associations accompagnant les femmes dans leur parcours IVG et les centres dédiés. Les décisions politiques, prises par un gouvernement qui prétend faire de l'égalité une grande cause, creusent les inégalités et mettent particulièrement à mal la santé des femmes en France, et dans le monde. Les groupes de pression anti-choix français et internationaux attaquent le droit à l'avortement, notamment sur internet en diffusant de fausses informations et en culpabilisant les femmes. La montée des discours masculinistes qui, dès l'élection de Trump, avaient affirmé « votre corps, nos choix », dévoyant le slogan féministe, sont tout autant inquiétants. La présence de Marion Maréchal (de retour au Rassemblement National), le 15 septembre, à l'inauguration de l'exposition anti-IVG Just Euman menée par l'association italienne « Pro Vita & Famiglia », rappelle les dangers de l'extrême droite pour les droits des femmes y compris en France.

La Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture de la Confédération Générale du Travail est féministe : elle lutte contre toutes formes de freins à l'exercice des droits des femmes et revendique l'accès réel à l'IVG. L'allongement du délai à 14 semaines de grossesse, l'inscription de la liberté garantie dans la Constitution ne suffisent pas si, dans les faits, les femmes se retrouvent démunies et seules. Il est urgent de rouvrir et d'ouvrir les centres IVG et maternités de proximité pour faciliter l'accès des femmes à leurs droits, et aussi de soutenir les associations qui militent pour ces droits, comme le Planning Familial.

La Coalition féministe et enfantiste à laquelle participe la CGT revendique un budget spécifique de 3 milliards d'euros pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles envers les femmes et les enfants. Cela comprend l'augmentation du budget des associations et l'ouverture de centres d'accueil telles les Maisons des femmes. C'est de cela dont les femmes ont besoin : des lieux d'accueil et d'écoute de proximité et d' une prise en charge rapide par des professionnel·les.

La FERC CGT exige la mise en place réelle des 3 séances annuelles d'information et d'éducation de toutes et tous à la vie affective et à la sexualité comme le stipule la loi de 2001, et l'application des programmes d'EVAR/EVARS dans l'enseignement public et privé sous contrat avec l'État.
La FERC CGT œuvre aussi pour que la France se batte pour l'inscription du droit à l'IVG dans la Charte européenne des droits fondamentaux.
La FERC CGT appelle à participer le plus largement possible aux initiatives qui auront lieu partout en France à l'occasion de la journée internationale pour le droit à l'avortement le 28 septembre.

Montreuil, le 24 septembre 2026